



CHAPITRE 55

Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement

[Sanctionnée le 15 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 45 de la Loi de la qualité de l'environnement (1972, 1972, c. 49, chapitre 49) est remplacé par le suivant:

a. 45,
remp.

«**45.** L'exploitant d'un système d'aqueduc et l'exploitant d'un établissement public, commercial ou industriel alimenté en eau par une source d'approvisionnement indépendante d'un système d'aqueduc qui mettent de l'eau à la disposition du public ou de leurs employés pour des fins de consommation humaine, doivent distribuer de l'eau potable, dans la mesure et selon les normes prévues par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Distribu-
tion de
l'eau
potable
selon des
normes.

Les établissements publics, commerciaux ou industriels visés au premier alinéa sont ceux définis par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.»

Établis-
sements
visés.

Art. 2

Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 45, des suivants:

1972, c. 49,
aa. 45a-
45c, aj.

«**45a.** Un exploitant visé à l'article 45 doit effectuer des prélèvements à même l'eau qu'il met à la disposition du public ou de ses employés et transmettre les échantillons ainsi recueillis à tout laboratoire accrédité par le ministre pour fins de contrôle analytique.

Préleve-
ment d'eau.

Règle-
ments.

«**45b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

a) prescrire la fréquence et autres exigences selon lesquelles les prélèvements et la transmission des échantillons prévus à l'article 45a doivent s'effectuer, en tenant compte de l'importance du système d'aqueduc ou du type d'établissement public, commercial ou industriel;

b) limiter le territoire d'application de tout règlement adopté en vertu du paragraphe a.

Paiement
des
contrôles
analy-
tiques.

«**45c.** Tout laboratoire accrédité par le ministre doit exiger d'un exploitant visé à l'article 45a le paiement des contrôles analytiques demandés par le ministre selon les tarifs fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ces tarifs entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, ces tarifs ne peuvent entrer en vigueur avant le 1^{er} avril 1979.»

Art. 3

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception de l'article 1 qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil pour l'entrée en vigueur de l'article 45 de la Loi de la qualité de l'environnement et de l'article 2 qui entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.



CHAPTER 55

An Act to amend the Environment Quality Act

[Assented to 15 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 45 of the Environment Quality Act (1972, chapter 49) is replaced by the following:

1972, c. 49,
s. 45,
replaced.

“45. The operator of a waterworks system, and the operator of a public, commercial or industrial establishment supplied with water by a supply source independent of a waterworks system, shall, in making water available to the public or to his employees for human consumption, supply drinking water only, to the extent and in accordance with the standards provided by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Supply
drinking
water only.

The public, commercial and industrial establishments contemplated in the first paragraph are those defined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.”

Establish-
ments
contem-
plated.

2. The said act is amended by adding after section 45 the following:

1972, c. 49,
ss. 45a-45c,
added.

“45a. Every operator referred to in section 45 must take samples of the water he supplies to the public or to his employees and forward the samples so collected to any laboratory accredited by the Minister for the purposes of analysis.

Sampling
of water,
etc.

“45b. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation:

Regula-
tions.

(a) prescribe the frequency and other requirements regarding the taking and forwarding of the samples contemplated in section 45a, taking into account the size of the waterworks system or the type of public, commercial or industrial establishment;

(b) limit the territory of application of any regulation made under paragraph a.

Tariff of
rates for
analyses.

“45c. Every laboratory accredited by the Minister must require from the operator contemplated in section 45a payment for analyses requested by the Minister, in accordance with the tariff of rates fixed by the Lieutenant-Governor in Council. This tariff of rates shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*, but not, however, before 1 April 1979.”

Coming
into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 1, which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council for the coming into force of section 45 of the Environment Quality Act, and section 2, which shall come into force on the date fixed by proclamation of the Government.